



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 24 du 11 juillet 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 15 juillet 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	452
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	452
CABINET DU PREFET	452
Bureau des affaires politiques	452
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - promotion du 14 juillet 2008	452
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	452
Bureau de la citoyenneté	452
Elections prud'homales du 3 décembre 2008 - Extrait de l'arrêté du 26 juin 2008 portant implantation des bureaux de vote et fixant les horaires de scrutin	452
Bureau des réglementations	452
Extrait de l'arrêté modificatif du 26 juin 2008 portant agrément de tourisme à l'Association Diocésaine de Nancy, sise 6 rue Girardet - 54000 Nancy	452
Bureau des étrangers	452
Extrait de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'association « Cimade 54 » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile	452
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	452
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	452
Extrait de l'arrêté du 30 juin 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"	452
Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération nancéenne	453
Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix	453
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	453
Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial du 26 mai 2008 concernant l'extension de 551 m ² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandoeuvre-lès-Nancy	453
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	453
Arrêté n° 08.BMSSE.52 du 1 ^{er} juillet 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché	453
Arrêté préfectoral n° 08. BMSSE.53 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet	453
Arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.54 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle	454
Arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.55 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul	455
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	457
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	457
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2008 autorisant la modification de l'adresse du siège social de la communauté de communes du Grand Couronné	457
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2008 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois en matière de « traitement des graffitis » et modifiant les statuts en conséquence	457
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	457
Extrait de l'arrêté préfectoral du 1 ^{er} Juillet 2008 autorisant le retrait de la communauté de communes des deux rivières du sicom de Villers-La-Montagne et la modification des statuts de ce Syndicat	457
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	457
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 juin 2008 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1 ^{er} cycle de Toul	457
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	457
DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LA LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	457
Extrait de l'arrêté n° 2008 DISAS/ASE du 20 juin 2008 relatif aux prix de journée 2008 de la MECS adolescents de plus 15 ans de l'association REALISE dont la tarification relève de la compétence conjointe Etat-Département	457
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	458
Division d'exploitation de Metz	458
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-041 en date du 13 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 aux PR (22+100/23+500)	458
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-042 en date du 18 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement à l'échangeur de Frouard	458
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-044 en date du 21 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la N 333, du PR 29+800 au PR 31+000	459
Secrétariat général, cellule juridique	460
Arrêté n° 2008/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 30 juin 2008 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives	460
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	461
Arrêté N° 209 du 3 juillet 2008 portant modification de l'arrêté de subdélégation de signature d'ingénierie publique	461
Service économie agricole et aménagement foncier	461
Extrait de l'arrêté 2008/201 du 27 juin 2008 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2008 dans le département	461
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	462
Service ingénierie d'appui territorial	462
Arrêté 2008 SIAT IP-02 du 1 ^{er} juillet 2008 portant subdélégation de signature à Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint	462
Arrêté n°2008.SIAT-IP.03 du 7 juillet 2008 portant modification de l'arrêté de subdélégation de signature Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint	462
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	462
Délégation de signature du 1 ^{er} juillet 2008	462
SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST	464
Arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie	464
Arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique	464
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	464
Décision du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire	464
Décision du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature pour la passation et l'exécution des marchés	465
AUTRES SERVICES	466
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY/S/VEZOUZE	466
Décision du 30 avril 2008 portant délégations de signatures	466
AVIS ET COMMUNICATIONS	466

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT466

 DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT466

 Service aménagement, risques et urbanisme466

 Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13477 du 1er juillet 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....466

 Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16168 du 1er juillet 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Messein..466

AUTRES SERVICES.....466

 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....466

 Avis de recrutement sans concours dans le grade d'adjoint administratif de 2^e classe du 27 juin 2008.....466

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Cabinet du préfet
Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - promotion du 14 juillet 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Au titre de l'année 2008, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille de bronze

- Monsieur Didier DUMONT
- Madame Catherine NOEL
- Monsieur Hervé CROUTZ
- Monsieur Jackie HUMBERT
- Monsieur Nicolas STOCKY
- Madame Laurence CHONE
- Monsieur Dominique HACHAIR
- Monsieur Jean-Luc LEFEVRE
- Monsieur Vincent MOUCHETTE
- Monsieur Bertrand REMY
- Madame Dominique BECHER
- Madame Delphine ACKER

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau de la citoyenneté

Elections prud'homales du 3 décembre 2008 - Extrait de l'arrêté du 26 juin 2008 portant implantation des bureaux de vote et fixant les horaires de scrutin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Les électeurs employeurs et salariés inscrits sur la liste électorale prud'homale sont convoqués le 3 décembre 2008 en vue de procéder à l'élection des conseillers prud'homaux de Meurthe-et-Moselle.

Une carte électorale indiquant notamment la section, le collège, le lieu de vote ainsi que les horaires de scrutin, sera adressée au plus tard le 19 septembre 2008, à chaque électeur inscrit sur la liste électorale prud'homale.

Article 2 : Les bureaux de vote seront ouverts dans chacune des communes mentionnées dans la deuxième colonne du tableau annexé au présent arrêté.

Ces bureaux seront implantés dans les lieux figurant dans la cinquième colonne.

Les électeurs inscrits sur la liste électorale des communes mentionnées dans la sixième colonne seront appelés à voter dans les bureaux de vote intercommunaux cités dans la deuxième colonne.

Article 3 : Les opérations électorales se dérouleront de 8 heures à 18 heures sauf dans les bureaux de vote situés dans les communes de CHAMBLEY-BUSSIERES, CONFLANS-EN-JARNISY, HUSSIGNY-GODBRANGE, LEXY, COLOMBEY-LES-BELLES, DOMEVRE-EN-HAYE, FAVIERES, FOUG, LIVERDUN, PIERRE-LA-TREICHE, PARROY, AVRICOURT, AZERAILLES, BAYON, CHANTEHEUX, SAINT-CLEMENT, BOUXIERES-AUX-CHENES, DIARVILLE, HAROE, JEANDELAINCOURT, MALZEVILLE, RICHARDMENIL, ROVILLE-DEVANT- BAYON, SAINT-NICOLAS-DE-PORT, VARANGEVILLE, XEUILLEY.

Les aménagements horaires autorisés figurent dans la dernière colonne du tableau.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mmes et MM. les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville, Toul, à tous les maires du département, aux organisations syndicales et professionnelles représentatives au niveau national, à M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Nancy, le 26 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le tableau annexé au présent arrêté est consultable à la Préfecture - Direction de la réglementation et des libertés publiques - Bureau de la citoyenneté - 6 rue Sainte-Catherine à Nancy.

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté modificatif du 26 juin 2008 portant agrément de tourisme à l'Association Diocésaine de Nancy, sise 6 rue Girardet - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 14 février 1997 délivrant l'agrément de tourisme n° AG.054.97.0001 à l'association diocésaine de Nancy, sise 6, rue Girardet - 54000 Nancy;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 14 février 1997 est modifié et fixé comme suit :

« L'agrément de tourisme n° AG.054.97.0001 est délivré à l'Association Diocésaine de Nancy, sise 6 rue Girardet - 54000 NANCY.

Directeur des pèlerinages: M. Jean-Louis COSSIN, domicilié 1 rue des Promenades 54470 THIAUCOURT »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Louis COSSIN,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 26 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy - CO 20038 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Bureau des étrangers

Extrait de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'association « Cimade 54 » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'association « Cimade 54 », qui a pour objet d'apporter une assistance bénévole aux familles étrangères et aux immigrés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 13 avril 1999 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que cette association dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile et est affiliée à une structure nationale connue pour son action en faveur des étrangers ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle accordé, par arrêté préfectoral du 23 juin 2005 à l'association « Cimade 54 » sise à Nancy - 1249, avenue Raymond Pinchard est renouvelé pour une nouvelle période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : Cet agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article R.741-2 livre VII - titre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

Article 3 : Les autres clauses de l'arrêté du 23 juin 2005 non concernées par les présentes dispositions demeurent.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « Cimade 54 » et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction du développement durable et des politiques interministérielles
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 30 juin 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 5 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-2 : Collège des élus :

Titulaires :

- M. Alain CASONI, maire de Villerupt .

- M. Charles BILOT, 1^{er} vice-président de la communauté de communes de la Hazelle et maire de Avrainville.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le mandat des représentants visés à l'article 1 expirera le 12 novembre 2009. Ce mandat est renouvelable.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la formation spécialisée dite "des carrières" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Nancy, le 30 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération nancéenne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération nancéenne figurant en annexe du présent arrêté est approuvé.

Article 2 - Un bilan de la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère est présenté chaque année par le préfet au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Article 3 - Lorsqu'il n'est pas porté atteinte à son économie générale, le P.P.A. peut être modifié par arrêté préfectoral pris après avis du CODERST.

Article 4 - La mise en œuvre du plan fait l'objet d'une évaluation au moins tous les cinq ans.

A l'issue de cette évaluation, il pourra être révisé selon une procédure identique à celle suivie pour son élaboration.

Article 5 - Le plan est tenu à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction du développement durable et des politiques interministérielles- bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, et dans les mairies des communes concernées.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8 - M. le secrétaire général de la préfecture, M. sous-préfet de Toul, Mmes et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Domprix. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- au maire de la commune concernée,
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres,

Il sera affiché dans la mairie concernée et à l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres pendant au moins un mois. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle..

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune comprise dans le PPRM, le président de l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement, et à la mairie.

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial du 26 mai 2008 concernant l'extension de 551 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandoeuvre-lès-Nancy

Par décision du 26 mai 2008, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 19 décembre 2007 a accordé à la SNC LIDL l'autorisation de procéder à l'extension de 551 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandoeuvre-lès-Nancy - rue Aristide Briand, portant la surface totale de vente à 850 m².

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Vandoeuvre-lès-Nancy.

Nancy, le 25 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.52 du 1^{er} juillet 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la décision du 2 août 2007 nommant Mademoiselle Roxane THOMAS attaché au SIDPC de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre de la permanence du samedi 12 juillet 2008 au lundi 14 juillet 2008 inclus, à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché au SIDPC pour :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire
- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet et à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché au SIDPC, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté préfectoral N° 08. BMSSE.53 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

Bureau des affaires politiques

- Affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

Bureau de la prévention et de la sécurité

- Affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

Bureau de la communication

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

Service interministériel de défense et de protection civile

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

b) Les arrêtés d'hospitalisation d'office

c) Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

d) Les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins

e) Les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques RANCHERE, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture et à Monsieur Jean-Louis BIOU, attaché principal, directeur adjoint du cabinet.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

Bureau des affaires politiques

- Monsieur Yann NEGRO, attaché, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève LASKOWSKI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

bureau de la prévention et de la sécurité

- Monsieur Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

Bureau de la communication et des relations avec la presse :

- Madame Caroline TEJEDO, attachée, chef de bureau de la communication

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation est donnée à Madame Martine GILLET, secrétaire administrative de classe normale

Service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier BECKER, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée, Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier BECKER, attaché, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée,

- Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative,

- Monsieur Fabien LAFONT secrétaire administratif.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire

de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis ceux définis à l'article 1 alinéa c) du présent arrêté

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.13 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à M. RANCHERE, directeur de cabinet, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.54 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, est notamment chargé d'assurer :

- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,

- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,

- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,

- le suivi des dossiers relevant du développement économique et les relations économiques avec les entreprises,

- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy,

- le suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté.

Monsieur Jérôme NORMAND représente le préfet dans les réunions nationales ou locales sur la cohésion sociale et sur la politique de la ville, ainsi que dans les comités de pilotage des dispositifs relevant de la politique de la ville, du

domaine de l'emploi et du développement économique, de la promotion de l'égalité des chances, de la citoyenneté et de l'intégration.

À ce titre, il préside le service public de l'emploi local de l'arrondissement de Nancy, la commission d'examen des situations de surendettement de la communauté urbaine du Grand Nancy en liaison avec le directeur du développement durable et des politiques interministérielles (D.D.D.P.I) et peut être amené à présider la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (C.O.P.E.C.).

Article 2 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article premier du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, ainsi que les arrêtés et conventions attributifs de subvention.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND pour la signature des lettres d'observation faites au titre du contrôle de légalité et du contrôle des actes à caractère budgétaire, des collectivités de l'arrondissement chef-lieu, à l'exception des communes membres de la communauté urbaine du Grand Nancy et des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 15 000 habitants.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jérôme NORMAND, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détenue présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire

de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme NORMAND, la délégation qui lui est consentie par le présent arrêté, est exercée par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de Messieurs NORMAND et MOUGARD, par Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, la délégation qui lui est consentie est exercée par Monsieur Jérôme NORMAND qui assure la suppléance des fonctions de secrétaire général de la préfecture.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.49 du 20 juin 2008, accordant délégation de signature à M. NORMAND, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.55 du 9 juillet 2008 portant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant Monsieur Bernard BREYTON sous-préfet de Toul ;

Vu la circulaire NOR INT A00072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et l'intérim des fonctions préfectorales aux absences et congés des préfets et des sous-préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, à compter du 30 juin 2008, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) passeports

3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement

4) arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-3 à L.141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau

d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

◆ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

◆ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Article 2 : Délégation est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale à la sous-préfecture de Toul.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires

- de permis étrangers dont la conversion est possible

- de permis internationaux

délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à Mademoiselle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Madame Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

Article 8 : Délégation permanente de signature est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Article 10 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.50 du 26 juin 2008 accordant délégation de signature à M. BREYTON, sous-préfet de Toul, est abrogé.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2008

Le Préfet,

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 24 juin 2008 autorisant la modification de l'adresse du siège social de la communauté de communes du Grand Couronné

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'absence de délibération de la commune d'Amance dans le délai de 3 mois vaut avis favorable ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-5 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Le siège de la communauté de communes du Grand Couronné est transféré au 47, rue Saint Barthélemy à Champenoux (54280).

Article 2 : L'article 2 des statuts de la communauté de communes est modifié en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 25 juin 2008 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois en matière de « traitement des graffitis » et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La modification des statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de LUNÉVILLE et le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté préfectoral du 1^{er} Juillet 2008 autorisant le retrait de la communauté de communes des deux rivières du sicom de Villers-La-Montagne et la modification des statuts de ce Syndicat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la communauté de communes des Deux Rivières est substituée à la commune de VILLE-AU-MONTOIS au sein du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des collectivités membres du syndicat, la majorité qualifiée exigée par les articles L 5211-5, L 5211-19 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le retrait de la communauté de communes des Deux Rivières, du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne, est autorisé.

Le retrait s'effectue dans les conditions suivantes :

restitution de la somme de 99 € à la communauté de communes des Deux Rivières.

Article 2 : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au président de la communauté de communes des Deux Rivières, aux maires des communes et aux présidents des communautés de communes concernées, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 1^{er} juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté modificatif du 30 juin 2008 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 4 juin 2008 relatif à la modification des statuts du syndicat pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul est remplacé par les dispositions qui suivent :

"article 4 : Administration – le syndicat est administré par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes intéressées, chacune étant représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. Les délégués suppléants sont appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'absence ou d'empêchement des délégués titulaires. En la présence des délégués titulaires, les suppléants pourront assister au débat sans y participer".

Article 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 30 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse de la Lorraine Champagne Ardenne

Extrait de l'arrêté n° 2008 DISAS/ASE du 20 juin 2008 relatif aux prix de journée 2008 de la MECS adolescents de plus 15 ans de l'association REALISE dont la tarification relève de la compétence conjointe Etat-Département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Le président du conseil général

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Enfants à Caractère Social de plus de 15 ans de l'association REALISE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	494 000,00	4 311 767,35
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 017 712,02	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	800 055,33	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 386 021,13	4 402 703,68
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	16 682,55	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, les prix de journée de la Maison d'Enfants à Caractère Social de plus de 15 ans sont fixés à 266,41 euros pour les mineurs et 110 euros pour les majeurs à compter du : 1^{er} juillet 2008.
Montant de la dotation globalisée due par le conseil général 54 : 2 376 703,60 euros.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interdépartemental de la tarification sanitaire et sociale sis Immeuble Les Thiers 4 rue Piroux 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 1959, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne Ardenne, le directeur général des services départementaux, le directeur de la direction de la solidarité et de l'action sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 juin 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Pour le président du conseil général et par délégation,
Le vice président délégué à l'enfance,
Claude BLAQUE

Direction interdépartementale des routes – Est
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-Dir-Est-M-54-041 en date du 13 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 aux PR (22+100/23+500)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33
PR + SENS	Travaux sens Nancy vers Strasbourg du PR 22+100 au PR 23+500 Signalisation, deux sens du PR 18+000 au PR 25+000
SECTION	courante
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE (date à date)	Du 30/06/08 au 2/07/08 de nuit.
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de gauche sens Nancy/Strasbourg Neutralisation de la voie de gauche sens Strasbourg/Nancy Basculement de la circulation du sens Nancy/Strasbourg sur la sens Strasbourg/Nancy Fermeture de la bretelle Nancy/Rosières. Limitation de vitesse à 70Km/h en section courante et 50Km/h dans le basculement

SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-EST/DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy/CEI de Fléville
--------------------------	--	---

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
30 juin 2008 au 2 juillet 2008	PR 18+000 au PR 25+000	Neutralisation de la voie de gauche sens Nancy/Strasbourg Neutralisation de la voie de gauche sens Strasbourg/Nancy Fermeture de la bretelle Nancy/Rosières	Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A33 jusqu'à l'échangeur des sables bretelle Nancy/Dombasle et accès Dombasle par la route de Blainville, pour la direction Rosières route de Blainville, avenue des Vosges et RD 116 direction Rosières (Signalisation permanente existante)

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dombasle.
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de Radio bleu et d'un communiqué de presse
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Dombasle,
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG Est/ COLAS

Moulins-lès-Metz, le 13 juin 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-Dir-Est-M-54-042 en date du 18 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement à l'échangeur de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national

hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

Article 2 : L'entrepreneur personnel s'est engagé dans les conditions suivantes :		
VOIE	A 31	
PR + SENS	Echangeur de Frouard N° 22 PR 256+600	
SECTION	Bretelle de sortie Metz/Frouard Bretelle de sortie Frouard/Metz	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE (date à date)	19 au 20 juin 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite sur A31 au droit des bretelles Fermetures des bretelles Metz-Frouard Frouard-Metz Limitation de vitesse à 90 Km/h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/ DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Metz- CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Pha-se n°	Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
1	19 au 20 juin 2008	Echangeur 22 Sens Nancy-Toul	Neutralisation de la bretelle de sortie Metz-Frouard	La nuit de 20h30 à 6h00, l'usager est invité à continuer sur A31 direction Paris, sortir à l'échangeur N°19 Laxou, commune de Laxou rue de la Moselle, RD 30 puis retour sur A31 direction Nancy et sortir à Frouard.
2	19 au 20 juin 2008	Echangeur 22 Sens Toul/Nancy	Neutralisation de la bretelle de sortie Frouard-Metz	La nuit de 20h30 à 6h00, l'usager est invité à continuer sur A31 direction Nancy par la RD 657 poursuivre direction Paris, sortir à l'échangeur N°19 Laxou, commune de Laxou rue de la Moselle, puis retour sur A31 par la RD 30 en direction de Metz.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et de la radio locale.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Frouard et Laxou,
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG-COLAS/PARC 54

Moulins-lès-Metz, le 18 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-044 en date du 21 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la N 333, du PR 29+800 au PR 31+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE		N 333
PR + SENS	PR 29+800 au PR 31+000 SENS Lunéville vers Nancy	
SECTION	Courante et accès à la station	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE (date à date)	7 et 8 juillet 2008 dans la journée	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation Limitation de vitesse à 90 Km/h en section courante et 50 Km/h dans le basculement. Schémas de signalisation: cf 114a, cf 122b et b 100c.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/ DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy/ CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
8 juillet 2008	PR 32+840 au PR 29+200	Fraisage, rabotage et mise en oeuvre de la couche de roulement	Basculement de circulation du sens Lunéville/Nancy sur la voie rapide du sens Nancy/Lunéville

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et

Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG Est.

Moulins-lès-Metz, le 21 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Secrétariat général, cellule juridique

Arrêté n° 2008/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 30 juin 2008 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le directeur interdépartemental des routes - Est

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature du 30 juin 2008, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes - Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code de la voirie routière, et L.130-4 du code de la route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'Etat - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie	Code de la voirie routière - Articles L113.2 à

	électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interminist N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-82 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56, Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
D - Représentation devant les juridictions		
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circ. du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles et pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Art. 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Hubert THIBAUDAT, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Art. 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :
1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Monsieur Étienne JACQUES, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13.

* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Art. 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Luc FOLLEBOUT, Chef du District de Metz :

* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :

* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Art. 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n°2008/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 9 mai 2008 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ

Art. 8 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur départemental de l'Équipement et au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2008 Le directeur interdépartemental des routes - Est,
Georges TEMPEZ

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Arrêté N° 209 du 3 juillet 2008 portant modification de l'arrêté de subdélégation de signature d'ingénierie publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel (agriculture et pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.44 en date du 2 juin 2008 accordant délégation de signature d'Ingénierie publique à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.48 en date du 30 juin 2008 portant modification de l'arrêté de délégation de signature d'Ingénierie publique à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

ARRETE

Article 1er – L'arrêté n° 190 du 5 juin 2008 accordant subdélégation de signature en Ingénierie Publique à M. Jean-Luc JANDEL, adjoint au directeur, chef du service environnement-eau, et à M. Jean-Marie HAM, chef du service ingénierie de l'eau est modifié comme suit :

le seuil de 230 000 euros HT inscrit aux articles 1 et 2 est remplacé par le seuil de 206 000 euros HT.

Le reste sans changement.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 3 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture,
Yves ROYER

Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté 2008/201 du 27 juin 2008 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2008 dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Dans chacune des zones définies est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté

Article 2 : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté ;

Article 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral du 06 mars 2008 fixant les normes usuelles de la région .

Article 4 : Un arrêté préfectoral ultérieur fixera le stabilisateur départemental qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribué à chaque bénéficiaire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le délégué régional du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de l'équipement
Service ingénierie d'appui territorial

Arrêté 2008 SIAT IP-02 du 1^{er} juillet 2008 portant subdélégation de signature à Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code des Marchés Publics ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

Vu le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 16 février 2007 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 05 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.44 en date du 02 juin 2008 portant délégation d'ingénierie publique,

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint à la direction départementale de l'équipement, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

Article 3 : L'arrêté portant subdélégation de signature n°2008.SIAT-IP.01 accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement,
Michel MARTY

Arrêté n°2008.SIAT-IP.03 du 7 juillet 2008 portant modification de l'arrêté de subdélégation de signature Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le règlement européen n°1422/2007 de la Commission européenne du 4 décembre 2007 fixant les nouveaux seuils de passation des marchés publics pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 ;

Vu le code des Marchés Publics ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

Vu le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 16 février 2007 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 05 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.44 en date du 02 juin 2008 portant délégations d'ingénierie publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.48 en date du 30 juin 2008 de modification de l'arrêté portant délégations d'ingénierie publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté de subdélégation n°2008.SIAT-IP.02 du 1^{er} juillet 2008 portant subdélégation de signature à Monsieur Daniel MORLON, Directeur Adjoint à la Direction Départementale de l'Équipement, est modifié comme suit :
- le seuil de 230 000 € HT inscrit à l'article 1 est remplacé par le seuil de 206 000 € HT

Le reste est inchangé.

ARTICLE 2 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Nancy, le 7 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement,
Michel MARTY

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Délégation de signature du 1^{er} juillet 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 1^{er} juillet 2008, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Marc DERHAN	Receveur Percepteur, Chef de division
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne Marie KLEIN	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur Percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Madame Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :
Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :
Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

– Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :
Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives
Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :
M. Christian CARBILLET, Inspecteur, chef du pôle Recouvrement Animation Contentieux

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Fichier central des chèques
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :
M. Michel ROUSSEAU, Receveur Percepteur, Chef de division

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Audit
Procuration spéciale est donnée à :
M. Laurent RIGOLEAU, Inspecteur du Trésor public, pour :
Signer les procès-verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des enseignements privés et des établissements d'enseignement agricole qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
Signer les procès-verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
Signer les procès-verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisés.

Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit.

Fonctionnement des services
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :
M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique

Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense

Mme Dominique CRABUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL..

M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage

Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage

M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique

Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques

Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes

Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat

M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de

renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur

Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

Mme Agnès PREBAY, Contrôleur

M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :
M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal

Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal

Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :
Mme Claire BERTRAND, Chef du service

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à
Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division

M. Marc DERHAN, Receveur Percepteur, Chef de Division

Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :
Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public
M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant à :
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs :
Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal

Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :
Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal

Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal

Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public

M. Jean OILLET, Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique
Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :
M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :
M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal

Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal

Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :
Melle Marie-Christine RENAULD, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Dépense
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :
Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur

Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :
M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :
M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

M. André THOUVENIN, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal
Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes titres, des quittances et ordres de Bourse, à :
Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :
Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
M. Philippe WINTZER, Inspecteur
Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :
Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
Melle Evelyne CANTENER, Contrôleur
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur
Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :
M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal
Fonctionnement du service Redevance
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :
Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal
Fonctionnement du service France Domaine
19-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation
Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;
Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er}. – M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

19-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation
Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;
Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;
Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er}. – Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;
- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 1^{er} janvier 2008.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008 Christian BRUNET,
Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

Service de navigation du Nord-Est**Arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie**

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.39 du 6 mai 2008 portant délégation de signature de

M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

ARRETE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
 - M. Dominique BOURDELON, secrétaire général,
 - M. Xavier MANGIN, adjoint au secrétaire général,
 - M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement
 - M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
 - M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
 - M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
 - M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
 - M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
 - M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
 - Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
 - M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Toul,
 - M. Jean-Yves HELLE, adjoint au responsable de la subdivision de Toul,
 - M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Pont-à-Mousson,
 - M. Luc VUIDART, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,
 - M. Daniel TABUTIAUX, responsable de la subdivision de Nancy,
 - M. Daniel MARTIN, adjoint au responsable de la subdivision de Nancy,
- à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 20 mai 2008.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 3 juillet 2008 Le chef du service de la navigation
Philippe MORETAU

Le tableau joint au présent arrêté concernant les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle est consultable au service navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1^{er} - 54000 Nancy.

Arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.44 du 2 juin 2008 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration d'ingénierie publique accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

ARRETE

Article 1 : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.44 du 2 juin 2008 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Etudes et Grands Travaux ;
- M. Dominique BOURDELON, secrétaire général

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2008 Le chef du service de la navigation
Philippe MORETAU

Voies navigables de France**Décision du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire**

Le directeur interrégional de VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n°90-1168 du 29 décembre 1990 pour l'année 1991,

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,
 Vu le décret du 13 juillet 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,
 Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est,
 Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003,
 Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires,
 Vu la délégation de signature du 21 juillet 2006 pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire,
 Vu la décision portant délégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire en date du 14 avril 2008.

ARRETE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire à :

- M. Jean ABELE, adjoint au directeur interrégional ;
- M. Dominique BOURDELON, secrétaire général et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Xavier MANGIN, adjoint ;
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation ;
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau et en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe ;
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau/environnement ;
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Daniel BALY, adjoint ;
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospective gestion et financement.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de l'unité comptabilité-marchés pour la partie dépenses du centre régional de collecte et d'édition de VNF à Nancy, et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne DIDIER pour la partie recettes ;
- Mme Anne DIDIER, responsable de l'unité gestion domaniale pour la partie recettes du centre régional de collecte et d'édition de VNF à Nancy, et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pascale RAMASSAMY pour la partie dépenses.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables (cf. liste 1), à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature ;
- les pièces comptables et documents relatifs à l'ordonnancement des dépenses.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés (cf. liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences les ordres de mission des agents placés sous leur autorité.

Article 5 : La subdélégation de signature du 14 avril 2008 est abrogée.

Article 6 : La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de l'État dans les départements situés dans l'emprise de la direction interrégionale du Nord-Est.

Nancy, le 3 juillet 2008

Le directeur interrégional,
 Jean-Philippe MORETAU

Décision du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature pour la passation et l'exécution des marchés

Le directeur interrégional de VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n°90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 14 et 16,

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics, notamment l'article 28 sur la procédure adaptée,

Vu la décision du 30 octobre 2006 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux, en matière de marchés,

Vu la circulaire VNF du 7 mars 2006 relative aux modalités de publicité à respecter,

Vu la subdélégation de signature du 14 avril 2008 pour la passation et l'exécution des marchés

ARRETE

Article 1 : Passation et exécution de tous les marchés

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation de signature est donnée à M. Jean ABELE, adjoint au Directeur interrégional, dans les matières suivantes :

- passation des marchés d'un montant inférieur à 6 millions d'euros HT ;
- pour les marchés supérieurs à ce seuil, examinés par la commission des marchés de Voies navigables de France, passation de tout marché faisant l'objet d'un avis favorable sans réserve ; en cas d'avis favorable assorti de réserves, passation des marchés après avoir levé les réserves ou décidé de passer outre. Il doit alors en être rendu compte au conseil d'administration dans sa prochaine séance ;
- en cas d'urgence (nécessité de rétablir la navigation, péril imminent pour les personnes...), passation de tout marché qui s'impose ; il doit alors en être rendu compte au conseil d'administration dans sa prochaine séance ;

- décisions et actes préparatoires à la passation de tout marché, quel qu'en soit le montant ;

- exécution de tout marché.

Article 2 : Passation et exécution des marchés en procédure adaptée Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences à :

2.1 MM. les responsables d'arrondissements et chefs de subdivisions, ci-après désignés, pour la passation et l'exécution des marchés en procédure adaptée d'un montant inférieur à 90 000 € HT :

Noms	Fonctions
Dominique BOURDELON et en cas d'absence ou d'empêchement de Dominique BOURDELON, Xavier MANGIN	Secrétaire Général Adjoint
Jean Louis AUBERTEIN	Responsable arrondissement Hydraulique Maintenance et Exploitation
Philippe LEFRANC	Responsable arrondissement Eau/ Environnement
Olivier VERMOREL	Responsable arrondissement Prospective Gestion et Financement
André MAGNIER et en cas d'absence ou d'empêchement d'André MAGNIER, Daniel BALY	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux Adjoint
Michel COURTEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel COURTEAU, Michelle LAQUENAIRE	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau Adjointe
Jean-François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François MORICEAU, Catherine FRANCOIS	Responsable subdivision de Metz Adjointe
Jean-François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François MORICEAU, Luc VUIDART	Responsable subdivision de Pont-à-Mousson par intérim Adjoint
Jean-François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François MORICEAU, Jean-Yves HELLE	Responsable subdivision de Toul par intérim Adjoint
Michel MALINGREY et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel MALINGREY, Laurent LEMOINE	Responsable subdivision de Bar-le-Duc/ Void Adjoint
Jean-François BERNAUER-BUSSIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Guy ARGIRAKIS	Responsable subdivision de Charleville par intérim Adjoint
Jacky PELTIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jacky PELTIER, Michel BERTHE	Responsable subdivision de Verdun par intérim Adjoint
Jean-François BERNAUER-BUSSIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Nicolas MOREAU	Responsable subdivision de Givet Adjoint
Daniel TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX, Daniel MARTIN	Responsable subdivision de Nancy Adjoint
Laurent SIRI et en cas d'absence ou d'empêchement de Laurent SIRI, Dominique SERRIER	Responsable subdivision d'Epinal Adjoint

2.2 MM. les responsables d'unités comptables ci-après désignés, pour la passation et l'exécution des marchés en procédure adaptée d'un montant inférieur à :

- à 50 000 € HT pour les travaux
- à 20 000 € HT pour les fournitures et services

Noms	Fonctions
Robert FORET	Responsable de l'unité Salaires au secrétariat général
Jean-Christophe CHESNEAU	Responsable de l'unité Logistique au secrétariat général
Dominique BAUDOT	Responsable de l'unité Comptable de l'arrondissement Etudes et Grands Travaux
Noëlle HANY	Responsable du Bureau des affaires générales de l'arrondissement Eau/Environnement
Michelle LAQUENAIRE	Responsable de l'unité Action Commerciale et Relations avec les Usagers de l'Arrondissement Développement de la Voie d'Eau

Anne DIDIER	Responsable de l'Unité Gestion domaniale et du Centre Régional de Collecte et d'Édition de l'Arrondissement Développement de la Voie d'Eau
Sylviane KERSTETTER	Responsable du Bureau des affaires générales de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation

Article 3 : Achats de fournitures, de services et de travaux de faible montant
Pour des raisons de bon fonctionnement du service, les responsables d'arrondissements, de subdivisions et d'unités comptables mentionnés à l'article 2 peuvent disposer d'une liste de collaborateurs habilités à signer, sous leur contrôle et leur responsabilité, les achats d'un montant inférieur à 4 000 € HT.

Les commandes effectuées dans ce cadre seront contresignées par le chef de l'unité comptable, avant mandatement.

Article 4

La subdélégation de signature du 14 avril 2008 est abrogée.

Article 5

La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de l'État dans les départements situés dans l'emprise de la Direction interrégionale du Nord-Est.

Nancy, le 3 juillet 2008

Le directeur interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

AUTRES SERVICES

Hôpital Local Intercommunal 3H Santé de Cirey/s/Vezouze

Décision du 30 avril 2008 portant délégations de signatures

Le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé

Vu la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,

Vu le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,

Vu le décret n°95-424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94-392,

Vu la circulaire interministérielle n° 95-6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

DECIDE

Délégation de signature est donnée à :

Article 1^{er} : Madame Isabelle CHANÉ, Attachée d'Administration Hospitalière et Adjointe à la direction, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel, les évaluations, les notations et les recrutements et affectations, les congés, les rémunérations, les formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les contrats de travail, les recettes, les dépenses, les mandats, les mandats d'investissement, tous courriers, les documents relatifs aux marchés de travaux, fournitures et équipements, les factures des prestations annexes, les factures de médicaments (Circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985), tous documents disciplinaires et ceux destinés à la signature de l'Ordonnateur en remplacement et en l'absence du Directeur, ainsi que les notes d'information et de service.

Article 2 : Madame Evelyne FORINI, Adjoint des Cadres Hospitalier, responsable de la Gestion des Ressources Humaines, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel, les évaluations, les notations, les recrutements et affectations, les congés, les rémunérations, les formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les contrats de travail, les décisions liées aux œuvres sociales, à la M.N.H., aux partenaires sociaux, les recettes, les factures des prestations annexes, les mandats, hormis les mandats d'investissement, les demandes de fournitures et d'équipement, les notes d'information.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Hôpitaux Locaux, autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de services.

Article 3 : Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint Administratif Principal, pour signer tous les courriers des affaires courantes concernant la gestion de la formation du personnel, les convocations, les frais de déplacement et tous les actes administratifs en l'absence de Madame FORINI et relevant de sa compétence.

Article 4 : Madame Dominique HACHAIR et Mademoiselle Aurélie CALVISIO, Adjointes Administratives, pour signer tous les courriers courants et internes liés à leur fonction, les documents à l'occasion des astreintes et les relevés d'heures du personnel intérimaire.

Article 5 : Monsieur Denis ANTOINE, Adjoint des Cadres Hospitaliers responsable de la gestion financière et économique, des services Magasin/Transport, pour signer tous les documents courants liés à sa responsabilité, les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA soit 15 000 €, les commandes de la section d'exploitation, les bordereaux de mandats de la section d'exploitation émis par le service Economat-Finances, les bordereaux des titres de recette émis par le service Economat-Finances, les déclarations TVA n° 3310-K-CA3, les notes d'information de son service.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification de gestion des Hôpitaux Locaux, des autres Hôpitaux et des collectivités locales et territoriales et les notes de service.

Article 6 : Madame Edith BONNETIER, Mesdemoiselles Adeline GERARD et Elisabeth POTIER, Adjointes Administratives, pour signer les commandes de la section d'exploitation et les courriers courants liés à leurs fonctions.

Article 7 : Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé chargée de mission aux Affaires Générales pour les services de soins, de rééducation et médico-techniques, pour signer tous les documents et courriers courants, ceux liés aux astreintes, les notes d'information à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Hôpitaux Locaux, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de service.

Article 8 : Mademoiselle Lydia MARCHAL, Cadre de Santé faisant fonction de Cadre Supérieur de Santé, pour signer tous les documents (note d'information, demande de contrats de remplacements, sorties à thème des animations) et courriers courants, les plannings.

Article 9 : Mademoiselle Aurélie KASTNER, Adjoint Administratif, Madame Arlette GEHWEILER, Agent de remplacement aux Admissions, Madame Nadine HALVICK, Adjoint Administratif, Madame Marie-Pierre SEIGNE, Responsable du Dossier Patient Administratif, Madame Françoise WITZ, Adjoint Administratif, pour la signature des documents relatifs au transport de corps sans mise en bière, du « Bordereau Journal Titres » lors de l'émission de titres de recettes, des factures donnant lieu à l'émission de titres de recettes, facture des repas au personnel, à la Gendarmerie, aux Ruches, ADMR, factures de prestation de linge aux établissements conventionnés, courriers administratifs et bordereaux d'envoi relatifs aux admissions.

Article 10 : Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, pour signer les commandes et factures de médicaments (Circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985) et toutes les correspondances courantes liées à sa fonction à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Hôpitaux Locaux, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales.

Article 11 : Mademoiselle Céline SCHAEFFLER, Assistante de Service Social, pour signer tous courriers administratifs courants liés à sa fonction, notamment les Aides au logement et à l'Aide Sociale.

Article 12 : Madame Emmanuelle FALLIGAN-DEVERGNE, Psychologue, pour signer les courriers courants liés à sa fonction.

Article 13 : En cas d'absence, les documents sont signés par son supérieur hiérarchique direct ou son délégataire.

Article 14 : Chaque délégataire informe le Directeur ou son Adjoint de tout document soumis à signature dont la conformité apparaît douteuse et de toute conséquence particulière susceptible d'entraîner une difficulté ou un contentieux.

Article 15 : Cette délégation prend effet à compter du 1^{er} juin 2008.

Cirey sur Vezouze, le 30 avril 2008

Le Directeur Délégué
J.L. KEMPF

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13477 du 1er juillet 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 13477 en date du 1er juillet 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 95 logements « villa Monteno » rue Marcel Brot/rue de Tomblaine sur la commune de NANCY

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16168 du 1er juillet 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Messein

Par arrêté préfectoral n° 16168 en date du 1er juillet 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de TR HTAS gare – château Messein dép. BRABO 23 6 tronçon de ligne entre ch. de l'Ermitage et rue du Château sur la commune de MESSEIN.

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Avis de recrutement sans concours dans le grade d'adjoint administratif de 2^e classe du 27 juin 2008

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par le décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 (art.12), relatif au Recrutement sans Concours des Adjoints Administratifs de 2^{ème} classe, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

15 postes d'Adjoints administratifs de 2^{ème} classe au CHU de NANCY

I - MODALITÉS DE CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

II - MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des demandes de candidature par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

III - DÉPOT DES DEMANDES DE CANDIDATURES

Les demandes d'inscription constituées de :

- une lettre de candidature
 - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Service des Concours et Examens – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034
54035 NANCY CEDEX

- par lettre recommandée avec accusé réception
- ou
- déposée au Bureau n° 18 – Service des Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 27 juin 2008

La directrice adjointe,
Anne-Lucie BOULANGER

